

LE DUC DE CONNAUGHT ET L'IMMIGRATION

Le discours d'Ottawa — L'article de la Patrie — Une politique canadienne

Le duc de Connaught a prononcé samedi, à Ottawa, un discours d'une grande importance et sur lequel il importe de revenir. On estime que c'est son discours d'adieu et, pour la première fois peut-être, Son Altesse est entrée dans le détail des affaires canadiennes.

"Maintes questions difficiles se poseront au Canada après la guerre, a-t-il dit. La plus importante peut-être sera de déterminer quelle classe d'immigrants il lui conviendra d'avoir. Je me permets de penser que le Canada agira sagement en exigeant (insist on having) une immigration d'origine britannique. Vous avez eu lieu de constater que vous pouvez accorder votre confiance aux Anglo-Saxons. Sur maints champs de bataille, ils ont donné la preuve de leur magnifique valeur. A l'heure actuelle, il y a au Canada une nombreuse population d'extraction étrangère, il vaudrait mieux qu'elle fût originaire de la mère-patrie, d'où elle aurait emporté les meilleures traditions, avec le loyalisme au souverain et à l'Empire."

On notera d'abord que le représentant du Souverain s'accorde avec les "cerveaux brûlés" du nationalisme pour constater que l'immigration, c'est-à-dire, en définitive, le recrutement d'une bonne partie des futurs citoyens canadiens, est une question du plus haut intérêt et dont il faut s'occuper. Le bon sens, l'évidence des choses amènent de ces rencontres chez ceux qui ne sont pas aveugles ou n'ont pas d'intérêt à en jouer le rôle.

Mais ce n'est pas de cela que nous voulons parler aujourd'hui. Ce qu'il nous paraît surtout utile de signaler, c'est le fait que le duc, avant de quitter le pays, nous jette pour mot d'ordre exclusif ce cri: Faites de l'immigration britannique!

Et le cri prendra plus de signification encore si l'on veut bien se rappeler qu'à l'heure même où Son Altesse parlait à Ottawa, son chef direct, M. Bonar Law, insistait à Londres sur la nécessité de garder aux colonies tous les soldats qui émigrent et de leur assurer pour cela le maximum d'avantages possibles. Il allait même jusqu'à montrer dans la nécessité de bien traiter ces émigrants l'un des motifs qui hâteraient la reorganisation de l'Empire.

Il est donc évident que le gouvernement britannique entend pratiquer une double politique: garder dans l'Empire (en Grande-Bretagne d'abord, nous dit M. Bonar Law) tous les éléments britanniques; fermer autant que possible les colonies aux éléments non-britanniques.

Le motif de cette politique saute aux yeux: la Grande-Bretagne entend être forte chez elle; elle veut que les hommes de son sang exercent dans ses différentes colonies une influence prépondérante. Elle trouve évidemment anormal que, dans un pays comme le Canada, par exemple, les non-Britanniques représentent une si forte proportion des habitants.

Et le duc de Connaught, avec tout le prestige de son nom et de sa haute position, a été chargé de nous donner là-dessus un avertissement qui ne tardera pas à être repris par d'autres voix.

... Dans quelle mesure cet appel triomphera de l'instinct des Britanniques, qui cherchent habituellement le pays le plus favorable, et de l'intérêt des Coloniaux, même les plus violemment British en paroles, qui veulent de la main d'oeuvre à bon marché, d'où qu'elle vienne, c'est ce que l'avenir nous dira.

Le discours de Son Altesse a inspiré à la Patrie d'intéressantes réflexions. Elle disait hier:

"En recommandant de restreindre après la guerre notre immigration à celle d'origine britannique, nous sommes certains que Son Altesse Royale n'a nullement eu la pensée de fermer notre frontière aux immigrants qui nous viendront de pays actuellement associés à l'Empire pour la défense du droit et de la liberté. Car ce serait insinuer que la sainte alliance des nations liguées contre la barbarie tudesque n'aura qu'un caractère passager, et qu'à la fin des hostilités, ces nations repousseront de propos délibéré les fruits qu'une pareille union est susceptible de produire dans la poursuite et avec l'influence féconde d'une bienfaisante paix. Car il est notoire que le gouvernement du Royaume-Uni, et le gouvernement de la France, et le gouvernement de la Russie, et celui de l'Italie et des autres pays qui sont devenus parties à l'Entente se concertent déjà depuis longtemps et cherchent des bases sur lesquelles établir à demeure les liens qui les unissent aujourd'hui pour la lutte, et qui les uniront après la guerre pour se soutenir et s'aider mutuellement et ensemble tendre au progrès du monde."

La Patrie se fait des illusions. Le texte même des paroles de Son Altesse (qu'elle cite en tête de son article et que nous reproduisons d'après sa propre traduction) ne laisse pas de place à l'équivoque. L'orateur n'a fait aucune espèce d'exception en faveur des "pays actuellement associés à l'Empire pour la défense du droit et de la liberté." Il a déclaré, sans plus, que "le Canada agira sagement en exigeant une immigration d'origine britannique." L'on pourrait même dire qu'il a encore restreint la portée de sa déclaration en parlant aussitôt après des seuls "Anglo-Saxons" — je crois même que le texte anglais porte *Englishman*.

Et cela se comprend. Le duc, homme d'expérience et de bon sens, ne se fait sûrement pas d'illusion sur les motifs de certains pays qui sont entrés dans la guerre après avoir pesé le pour et le contre et déclaré qu'ils se battent pour la réalisation de leurs "aspirations nationales". Il ne s'en fait pas davantage sur la permanence indéfinie des rapprochements créés par la guerre actuelle.

Il n'a pas besoin de feuilleter l'histoire, il n'a qu'à consulter sa propre mémoire pour savoir que la carte politique et militaire du monde est un perpétuel devenir, que des peuples qui se battent aujourd'hui côte à côte se battaient hier les uns contre les autres. Il sait que cette guerre, pour effroyable qu'elle soit, ne changera ni la nature des hommes, ni les conditions de la géographie, ni les besoins des peuples et que l'histoire de demain a beaucoup de chances de ressembler à celle d'hier. Il ne s' imagine pas que "la sainte alliance des nations liguées contre la barbarie tudesque" les empêchera, demain comme hier, de rechercher, chacune pour soi, le maximum d'avantages économiques ou politiques et c'est pourquoi il donne pour base à sa propre politique le facteur qui lui semble comporter le maximum de permanence et d'unité: la communauté du sang.

Cette politique, si aisément intelligible du point de vue anglais, paraît à la Patrie inconsidérément exclusive.

Après avoir essayé de lire, dans les paroles de Son Altesse, un sens que, de toute évidence, il n'y a point mis, elle dit:

"Des conditions qu'il n'est pas en notre pouvoir de changer seront cause qu'après la guerre, comme avant, la grande majorité des immigrants nous viendront des Iles Britanniques et des Etats-Unis.

"Mais il est bien évident que nous ne pourrions pas montrer trop empressés à accueillir tous ceux qui nous arrivent particulièrement de France et de Belgique, et parmi lesquels nos valeureux soldats reconnaîtront leurs frères d'armes. IL SERA VRAIMENT IMPOSSIBLE D'ACCUEILLIR AUTREMENT QU'À BRAS OUVERTS LES CITOYENS DE TOUS LES PAYS ACTUELLEMENT ASSOCIÉS AU TRIOMPHE DE NOTRE CAUSE."

Nous serions curieux de voir l'accueil que feraient nos concitoyens de la Colombie anglaise (pour ne point parler de nos colonies de l'Australie) à ceux qui leur conseilleraient de recevoir

"à bras ouverts" nos alliés les Japonais, ou même nos "frères" britanniques, les Hindous. On ne tarderait pas, on ne tarderait pas à s'apercevoir que le formidable conflit européen n'a guère changé sur ce point le sentiment des coloniaux britanniques, pas plus qu'il n'a empêché le Japon (témoignage de la *Gazette* de l'an dernier) de chercher à étendre son influence commerciale en Orient au détriment de tous ses concurrents, y compris son alliée l'Angleterre.

Et qui ne voit que cette politique des "bras ouverts" aux citoyens de tous les pays accidentellement rapprochés par la guerre risquerait de noyer sous un afflux d'éléments radicalement étrangers, non seulement les Britanniques, mais les deux races canadiennes?

Que les gens qui sont capables de réflexion fassent maintenant la revue de "nos alliés".

* * *

Mais, entre cette politique d'exclusivisme à outrance et cette théorie des "bras ouverts" — qui s'inspirent toutes les deux de motifs extérieurs au Canada — il y a place pour une politique de simple bon sens qui prendra pour base les conditions réelles et les besoins vrais du Canada et qui voudra régler en conséquence le caractère et le volume de notre immigration.

Cette politique, — dont les meilleurs émigrants anglais, français et belges, pour ne parler que de ceux-là, se trouveraient fort bien, M. Monk, M. Bourassa, M. Lavergne aux Communes, M. Bourassa et M. Pelletier, dans le *Devoir*, en ont déjà marqué les grandes lignes. Le discours du duc de Connaught et l'article de la *Patrie* montrent que c'est un thème sur lequel il faudra revenir.

Mais remercions tout de suite Son Altesse d'avoir à nouveau souligné l'actualité du sujet, et de nous avoir un peu plus nettement enseignés sur la pensée des hommes d'Etat anglais.

Georges BEROUX.